



Assemblées citoyennes

Les lieux du débat à gauche

Page 4

Les Nouvelles

de Loire Atlantique 

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 925

15 décembre 2011

prix: 0,70 €



Ils
gravent
l'austérité
dans
le
marbre

■ Crise de la dette

Qui en sont les chefs d'orchestre

P 2

■ Front des luttes

Une centaine de militants réunis autour de Didier Le Reste pour le lancement du Front des luttes en Loire-Atlantique

P 3

■ Arcelor

Quand les profits grimpent les salariés trinquent

P 5

■ Lecture

Des idées cadeaux pour Noël

P 6

■ Universités

Engager le bras de fer avec le gouvernement, par Aymeric SEASSAU, Conseiller régional



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Mr Austérité

Il n'y aura pas de troisième plan de rigueur déclarait le premier ministre sur France 2 le 6 décembre dernier avant de se raviser : « *S'il faut aller plus loin, si d'autres mesures doivent être prises, le gouvernement les prendra* ». Autrement dit, Fillon pourrait bien nous vendre un troisième plan de rigueur sans nous dire que c'est un plan de rigueur ! Il a le sens de la nuance ce premier ministre.

Et pendant ce temps en Italie

Mario Monti, le bras armé des marchés, devenu président du conseil italien (à la suite de Silvio Berlusconi) a annoncé un plan de rigueur qui a fait pleurer la ministre du travail lorsque celle-ci a annoncé la fin de l'indexation des retraites sur l'inflation. **Une larme de crocodile et le sourire des marchés qui voient d'un très bon œil les économies réalisées sur les dos des plus salariés.**

Superman et Wonder Woman



Il n'est pas un jour sans que le couple Sarkozy/Merkel ne sauve l'Europe. Leur dernière arme en date : une modification des traités européens qui graverait dans le marbre le principe de règle d'or et donc, celui d'austérité !!! **C'est sûr, avec des héros pareil on n'est pas sauvé !!!**

Ami du président et

Reconnu coupable d'avoir violé la loi sur le secret des sources des journalistes, Philippe Courroye fait figure de procureur peu regardant sur la loi. Il faut dire que le magistrat est paru peu impartial lors de l'affaire Bettencourt, **des amitiés et des proximités avec le pouvoir qui pourraient bien lui coûter sa carrière !**

Des sages pas sages

Tout fou le camp ! Les sages du Conseil constitutionnel (au moins en 1995) étaient eux aussi bien regardant avec la loi puisqu'ils ont validé les comptes de campagne du candidat Balladur. Comptes pour le moins douteux puisque 10 millions de francs de recette avaient une origine inconnue. Selon le candidat de l'époque il s'agirait de recettes dues en partie à la vente de tee-shirt. On imagine combien, à l'époque, **les jeunes en liesse se sont arrachés des tee-shirts à l'effigie de Balladur**, une époque à laquelle le président du conseil constitutionnel avait quant à lui, une passion pour les chaussures en croco.

Toujours privé de liberté

Alors qu'il devait recouvrer la liberté le 28 novembre **dernier Salah Hamouri est toujours retenu dans les geôles israéliennes** et il pourrait bien y rester jusqu'au 12 mars prochain. Que fait Sarkozy qui disait-il : « *irait chercher tous les Français, quoi qu'ils aient fait* » ? RIEN !!!

Point de vue

par **Véronique MAHÉ**

Cette campagne électorale devrait être l'occasion d'un débat politique de haut niveau. C'est la situation gravissime européenne et mondiale qui l'impose. Ce n'est pas ce qui se passe ! Le pouvoir de droite tente de diviser, de dresser ceux qui n'ont rien contre ceux qui n'ont pas grand-chose. **La gauche doit se porter à la hauteur des enjeux en cours avec toutes celles et ceux qui aspirent et recherchent autre chose.** Malheureusement, elle en est loin et donne ainsi de la vigueur à une « droite par défaut ». Elle ouvre aussi la voie à la progression de l'extrême droite présentée comme « force d'opposition ».

Nous devons entrer de plain pied dans une campagne offensive pour créer

les conditions d'un rapport de force politique permettant la mise en œuvre d'une véritable politique alternative au niveau du pays. La tâche peut paraître immense mais elle ne doit pas nous effrayer. Les communistes ont été présents dans tous les combats contre le capitalisme et nous sommes à nouveau appelés à jouer un rôle déterminant et essentiel dans cette campagne. Nous en sommes tous conscients et les résultats de la der-

nière consultation le prouvent. Les propositions de notre fédération, qu'il s'agisse de la résolution ou des propositions de candidatures, ont été validées par une large majorité.

Nous avons donc décidé de mener une grande bataille communiste en 2012. C'est dans cet esprit que, partout, des assemblées citoyennes se mettent en place avec succès afin de mener le débat au plus près des préoccupations des habitants. **Nous devons développer tous les lieux de mobilisation et de mise en mouvement, investir nos quartiers et nos entreprises.**

C'est à nous de redonner l'envie de participer à tous ceux qui, désabusés, n'y croient plus. Soyons ambitieux, donnons-nous les moyens de réussir ce que nous avons réalisé en 2005 avec le NON à la Constitution Européenne. **L'appropriation citoyenne est la base de notre « règle d'or » : l'Humain d'abord.**



« L'appropriation citoyenne est la base de notre « règle d'or » : l'Humain d'abord. »

Dans l'orchestre libéral...chacun joue sa partition !

Hier elles n'ont pas vu venir la crise des subprimes de 2008. Aveuglement, incompétence ou complicité ? En Europe elles ont masqué la véritable situation des économies spéculatives avant de dégrader brusquement les notes de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande. Elles se partagent 95% d'un très juteux business celui de la notation de milliers de produits financiers. J'ai nommé les trois agences américaines Mood'ys, Standard & Poor's et Fitch. **Elles sont à la fois évaluatrices, conseillères de ceux qu'elles notent et rémunérées par ces derniers ! Mais ce sont les gouvernants qui ont organisé le business de la dette !** Depuis 30 ans, les gouvernants européens ont sciemment saboté la fiscalité sur les

riches. **Maastricht interdit la création monétaire et la BCE ne peut financer directement les Etats.** Depuis 10 ans la grande bascule libérale a imposé comme seule politique possible de financement des Etats l'emprunt sur les marchés « libérés, dérégulés et internationalisés ». En clair les gouvernants européens ont remis les clés aux banques privées, aux fonds spéculatifs et aux agences de notation. **Un même orchestre où chacun joue sa partition !** Cette usine à gaz libérale conduit l'ensemble des économies de la zone euro dans le mur du chômage et de la dépression économique. La dégradation de la note des agences est mise en avant pour justifier les décisions autoritaires concoctées par **Merkosy**. Les plans d'austérité ne font qu'aggraver la dette et tuent la croissance pour 2012. Les débouchés européens risquent



Sarkozy redouté de finir sur une fausse note

de manquer aux entreprises chinoises, américaines, ou allemandes. **Mais alors que la dette américaine est la plus importante du monde,** que son budget connaît un déficit record, le trésor américain se moque bien de la dévalorisation de sa note. Comme les anglais ou les japonais ils empruntent à des taux très bas. **Pourquoi ?** La différence avec la zone euro c'est que leur banque centrale est garante en dernier

recours de leur dette souveraine. Elle rachète à l'Etat sa dette, les marchés ne peuvent spéculer sur les taux. **Impensable pour les capitalistes allemands,** car la méthode comporte un risque si la masse monétaire augmente plus vite que la production, c'est l'inflation qui grignoterait la rente de ceux qui prêtent. **Changer de chef d'orchestre ne suffit pas, il faut écrire une nouvelle partition.**

De vous à moi...

« Tant que la situation économique ne s'améliorera pas, je ne vois pas comment les chiffres de l'emploi pourront réellement s'améliorer ». En voilà une assertion formidable que l'on doit à notre très brillant ministre du travail Xavier Bertrand.

Ainsi, si l'on suit son raisonnement, la situation sur le terrain de l'emploi n'est pas prête de s'améliorer. Avec plus de 4 millions de chômeurs, l'UMP au pouvoir et Xavier Bertrand comme ministre du travail **on passe du CDI comme norme, au contrat précaire**

et enfin, à l'avenir, au chômage comme unique horizon et comme situation normalisée.

Si le message ne rassure pas les salariés, les patrons, eux se frottent déjà les mains espérant disposer d'une main d'œuvre encore plus corvéable.

Cependant, revenons à la phrase du ministre : « *Tant que la situation économique ne s'améliorera pas...* », sous entendu, la situation n'est pas prête de s'améliorer !!!

Pourtant, depuis plusieurs semaines Sarkozy et Fillon n'arrêtent pas de venter les mérites de leurs plans de rigueur, la situation économique devrait donc, grâce à eux et à leur formidable courage, s'améliorer rapidement !

Pour une fois, Bertrand à raison, c'est la fin des haricots !!! **C'est la relance pour les banquiers, l'austérité pour les salariés, l'emploi n'est pas la priorité pour l'UMP, sainte finance dirige le monde.**

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

France,
le retour ?



Ce n'est encore qu'un projet hypothétique mais un second France pourrait être construit à St-Nazaire. Si le concepteur parle d'une mise à l'eau en 2015 et d'une mise en chantier en 2013 reste cependant à trouver les financements pour ce projet estimé à 350 millions d'euros.

CHU

La décision du Transfert du CHU de Nantes devait tomber fin novembre, mais le ministère de la santé reporte sa décision sine die. Pourtant une décision s'impose étant donné la vétusté de l'actuel CHU du centre ville. La crainte est tout de même de voir le ministère faire le choix d'un nouvel hôpital au rabais, l'IGAS ayant déjà entériné la diminution du nombre de lit dans le futur projet de l'île de Nantes.

Front des luttes

Mise en mouvement des acteurs du monde social

Les organisations du Front de Gauche en Loire-Atlantique viennent de donner un premier coup d'accélérateur à leur campagne en lançant officiellement dans le département le Front des luttes. Ce lancement c'est fait en présence de Didier Le Reste ancien responsable syndicaliste cheminot et initiateur avec Marie-George Buffet de ce Front des Luttes.

C'est d'abord près d'une soixantaine de salariés, de retraités, de militants syndicaux ou associatifs qui se sont retrouvés pour échanger avec l'ancien syndicaliste autour de l'articulation entre les luttes sociales et les exigences politiques afin de peser sur le cours des choses et faire avancer l'idée dans la société, dans les entreprises, auprès des salariés, qu'un changement progressiste est possible à condition de s'en mêler.

Le front des luttes, réseau de mise en mouvement des salariés, des militants syndicaux et associatifs pour les campagnes de 2012 a aussi donné de la voix devant le siège du MEDEF. Là aussi, une centaine de militants et de citoyens se sont retrouvés pour dénoncer la responsabilité du patronat dans la crise que traverse le pays et

que seuls les salariés paient. Après que les dirigeants du PCF, de la GU, du PG soient intervenus la parole a été donnée à des acteurs du mouvement social.

C'est d'abord Laurent Cretagne, délégué syndical de Régional (filiale d'Air France) qui a pris la parole pour rappeler le combat mené dans l'entreprise pour les augmentations de salaires et contre la répression syndicale qui s'en est suivi. Marcel Le Bronze enseignant et syndicaliste a ensuite déploré les souffrances dans la fonction publique et l'éducation nationale depuis la mise en place de la RGPP et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux portant à la retraite. Pour lui, l'éducation nationale ne tient plus que « par la détermination des enseignants ». C'est aussi Fabrice David, responsable syndical qui a rappelé l'importance du tissu industriel dans notre département et comment, les chantiers navals de St-Nazaire étaient devenus un laboratoire d'expérimentation antisocial pour le patronat.

Tous ces intervenants ont souligné le besoin de



se battre ensemble, non seulement pour lutter contre les politiques réactionnaires de la droite mais bien pour changer le rapport de force et conquérir de nouveaux droits et de nouvelles avancées sociales.

Didier Le Reste aura quant à lui rappelé l'importance du front des luttes pour agir dès aujourd'hui et ce, sans attendre 2012. C'est maintenant à t-il dit qu'il faut lutter contre les politiques d'austérité qui nourrissent la crise, dès maintenant qu'il faut mettre l'humain d'abord et redonner confiance en la politique. Il a invité par ce lancement du Front des luttes, par la mise en place d'assemblées citoyennes, les citoyens, les salariés, à s'inscrire dans la démarche du Front de Gauche qui, a-t-il dit : « n'est pas un énième parti politique mais un outil, un espace ouvert, une chance pour la gauche » et pour « Agir ensemble ». La détermination est en marche !!!

St-Nazaire

A l'occasion de la demande du FN de pouvoir louer une salle dans la ville et suite à l'acceptation du Maire, la section de St-Nazaire du PCF a exprimé son désaccord :

Le discours du Front national, ce n'est pas le débat républicain !

La section de Saint-Nazaire du Parti Communiste Français souhaite exprimer son étonnement et sa désapprobation à ce que la ville de Saint-Nazaire puisse donner une réponse favorable à la demande du Front national de location d'une salle municipale pour un meeting.

Le discours du Front national n'est pas une simple opinion et de nombreux propos relèvent du délit : le racisme, la xénophobie, la haine de l'autre tombent sous le coup de la loi dans notre pays. Le discours du Front national ce n'est pas le débat républicain !

Combattre le Front national et ses idées c'est démasquer son projet antisocial (suppression des politiques sociales, suppression du salaire minimum, partage des richesses en faveur de l'oligarchie financière) et c'est empêcher que ses idées soient banalisées et puissent être exprimées dans une ville qui doit défendre les valeurs progressistes de liberté, de solidarité, de démocratie.

Nous n'acceptons pas de donner un porte voix à un discours que nous combattons au quotidien.

Le Maire de Saint-Nazaire doit refuser toute location de salle au Front National.

Yvon RENEVOT
Secrétaire de la section de Saint-Nazaire du P.C.F.

Publicité

RESEAU AFFAIRE 28 NOVEMBRE AU 18 DECEMBRE
CLIO A 8990 EUROS

N'ATTENDEZ PAS QU'ELLE DISPARAISSE !



CLIO ALIZÉ
AVEC CLIMATISATION
16V 75CH - A PARTIR DE
8 990€
Sous condition de reprise

Modèle présenté en version 5 portes : + 600€

www.renault.fr

DECEMBRE 2011

CONFIDENTIEL
PROPRIÉTÉ RENAULT

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE

Concessionnaire
380, route de la côte d'Amour - Océanis
02 40 17 20 20 ST-NAZAIRE

Consultation des communistes : l'accord pour les législatives entériné

Le 1er décembre dernier, les communistes se sont largement prononcés en faveur de l'accord du Front de Gauche en Loire-Atlantique et des candidatures présentées par le PCF dans le département. 60% des communistes ont participé à cette consultation et plus de 97% (97,20%) d'entre eux se sont prononcés en faveur de l'accord et des candidatures et moins de 2% (1,70%) se sont abstenus ou ont voté contre.

Ainsi, la proposition retenue est la suivante :

- 1ère circonscription : Aymeric Seassau (PCF) / Nathalie Blin (syndicaliste)
- 2ème circonscription : PG / GU.
- 3ème circonscription : Marie Annick Benâtre (PCF) / Robin Salecroix (PCF)
- 4ème circonscription : Mireille Pernot (PCF) / GU.



- 5ème Circonscription : Candidat et suppléant PG
- 6ème circonscription : PG / Jean-Luc Plumelet (PCF)
- 7ème circonscription : Véronique Mahé (PCF) / PG
- 8ème circonscription : Yvon Renovot (PCF) / Sabine Mahé (PCF)
- 9ème circonscription : Gauthier Lorthiois (PCF) et Chloé Paint (étudiante et salariée)
- 10ème circonscription : Pédro Maia (PCF) / GU

Les candidats de la Gauche Unitaire et du Parti de Gauche seront quant à eux désignés par leurs organisations dans les jours qui viennent.

Le dossier.

2012 / Assemblées citoyennes

Le débat à gauche, c'est là que ça se passe !

Section de St Nazaire

■ « L'Humain d'abord » fait déborder la salle !



« Prenez la parole, soyez acteurs et décideurs, enrichissez les propositions. « L'Humain d'abord », il nous faudra savoir le décliner localement et concrètement avec les gens qui nous entourent pour que nos candidats aux législatives en soient pleinement porteurs » affirment, dans de courtes introductions, Augustin GROSDOY pour le PG et Yvon RENEVOT pour le PCF avant de proposer, « pour faciliter la prise de parole », de se diviser en deux ateliers. On y a parlé de la crise, de la politique de Sarkozy, du besoin de radicalité à gauche, des mobilisations en cours, du danger FN...

Portés par leur nombre, les participants se montrent, tout de suite, disposés à « ouvrir grandes les portes, à aller dans les quartiers, aux entreprises, au pied des cités « voir les jeunes » et élargir, sans attendre, le mouvement ». Plusieurs préviennent cependant: « la dynamique existe » mais les choses ne sont pas simples. « Entre Sarkozy qui divise

et alimente les faux débats et la piteuse image que renvoie la gauche avec l'accord PS - Verts, il va falloir retrousser nos manches pour convaincre ceux qui sont déçus de la politique (« ils sont les plus nombreux et on les comprend »). D'autres rendez-vous sont ainsi prévus...

Yvon RENEVOT

Section de la Brière

■ Besoin de politique !

Plus de 220 000 exemplaires de « L'Humain d'abord » ont déjà été vendus. C'est le signe d'un besoin et d'une volonté de politique. En Brière, nous souhaitons le traduire au niveau le plus local pour qu'il devienne l'affaire de chacun. C'est dans la proximité que nous réussirons à populariser notre programme. Nous allons constituer partout où cela est possible des ateliers citoyens afin de réunir toutes celles et tous ceux qui souhaitent non seulement soutenir le Front de Gauche mais également s'investir dans les campagnes présidentielles et législatives. En décembre, trois ateliers sont déjà programmés. Afin de permettre l'implication du plus grand nombre, nous avons également prévu avec la section Presqu'île la tenue de plusieurs assemblées citoyennes thématiques pour enrichir notre programme et faire des propositions concrètes. Problèmes de logement, de travail, de pouvoir d'achat, nous devons construire ensemble des réponses collectives à l'espoir de changement.

Véronique MAHE



Section de Nantes

■ Reprendre en main !



La situation nationale, locale, impose que les citoyens reprennent en main la politique, fassent à partir de leurs expériences, de leurs exigences, bouger les lignes à gauche et viennent enrichir la

démarche du Front de Gauche. **A Nantes un certain nombre de problématiques se font jour, problématique qui engagent les citoyens sans que, bien trop souvent, leur avis ne soient pris en comptes.** Ce que nous voulons, dans cette campagne, c'est donner la parole aux nantais et ce, au plus prêt de leurs préoccupations.

Je pense particulièrement en ce moment **aux étudiants** dont l'université exsangue doit faire face aux conséquences de son autonomie : que pensent les étudiants de cette situation ? Quelles propositions peuvent-ils avancer pour enrichir le programme du Front de Gauche ? Autre question importante dans la ville, celle **du logement**. A l'heure où, le manque de logement se fait criant et où l'Etat décide de rançonner Nantes Habitat de plus de 5 millions d'euros, nous devons être acteur d'une mise en réseau des locataires, des associations, porter et faire peser le point de vue des locataires. **Ce n'est pas en 2012 mais dès maintenant qu'il faut prendre à bras le corps les exigences citoyennes.**

Jérôme TURMEAU

Ils ont dit

■ 2012 : il faut politiser !

Jacques CHABALIER, devant les secrétaires départementaux du PCF, a exposé les « exigences » de la campagne des communistes dans le Front de Gauche.

UN : Convaincre les communistes que l'essentiel est de s'adresser aux gens qu'il côtoie. Il est question ici du programme, de thèmes majeurs (emploi, salaires, réindustrialisations, banques, Europe, démocratie), **de faisabilité**.

DEUX : relier débat et action, prise d'initiatives visibles, médiatiques et symboliques, susceptibles de porter les révoltes. **A ce propos, les assemblées citoyennes ne sont pas conçues « comme de simples réunions publiques des candidats aux législatives mais bien comme des lieux d'appropriation de la politique favorisant l'intervention des citoyens dans la durée. »**

TROIS : mener de pair les deux campagnes pré-

sidentielles et législatives. « *traiter l'ensemble de la séquence 2012, porter l'exigence du rassemblement à gauche sur des contenus, fixer ce que devra faire une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, et l'importance d'un groupe FDG avec un nombre renforcé de députés communistes. Faire le lien avec la majorité de gauche au Sénat peut contribuer à la crédibilité de nos propositions.* »

Pierre LAURENT insiste sur l'idée qu'il faut politiser au sens le plus large du terme : ou la France accepte de subir la loi des marchés, se soumet, ou elle reprend la main, affronte la finance. « *Il faut créer un mouvement populaire pour s'opposer à l'offensive des marchés contre la démocratie.* » il faut avoir l'ambition de créer un mouvement très large à gauche, une ligne de large rassemblement, de travailler et d'argumenter sur le thème : **une autre politique est possible, en voici les conditions.**

Extrait de « Communistes du 7 décembre 2012 »

■ Pour qu'ils dégagent en 2012, il faut s'inscrire en 2011 !

MOBILISONS-NOUS POUR L'INSCRIPTION DE TOUS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Êtes-vous bien inscrit-e sur les listes électorales ? Vous, vos enfants, vos parents, vos amis, vos voisins, vos collègues ? Seul-e-s les citoyen-ne-s français-e-s inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2011 pourront voter en 2012.

Si vous êtes encore inscrit à votre ancienne adresse, vous pouvez demander votre réinscription pour voter près de chez vous, avant le 31 décembre 2011.

S'inscrire ou se réinscrire sur les listes électorales, c'est très simple : se rendre à la mairie de son domicile, prendre avec soi : sa carte d'identité (ou passeport) et un justificatif de domicile de moins de 3 mois (quittance de loyer, facture d'électricité, de gaz, de téléphone fixe) et remplir une demande d'inscription.

■ Alors, n'attendez pas !

Les assemblées citoyennes sont des lieux de débats et de prises d'initiatives citoyennes.

Elles ne sont limitées ni dans le temps, ni dans un lieu, ni même par une appartenance politique.

Elles sont un espace ouvert, de rencontre et de discussion où chacun et chacune doit trouver sa place.

Vous y ferez part de vos attentes, de vos envies, de vos analyses sur la situation politique. La fina-

lité des assemblées citoyennes ne se trouve pas uniquement dans le constat. Des actions pourront être décidées en soutien aux luttes et résistances locales soulevées et débattues par les participants de l'assemblée. C'est ici et là, dans vos lieux de vie, de travail, mais aussi dans le café que peuvent surgir ces assemblées. Les assemblées citoyennes fonctionneront dès lors que l'implication populaire y sera grande. Alors n'attendez pas ! Investissez, créez, organisez, pensez les assemblées citoyennes.

Reprendre nos vies en main

L'idée clé de notre programme « reprendre nos vies en main » doit devenir l'idée clé de notre campagne.

Pour donner un signal fort de cette méthode de grande campagne populaire, **le deuxième axe nous propose de mettre en place des assemblées citoyennes** ouvertes et larges avec le mot d'ordre suivant : « Le débat à gauche, c'est là que ça se passe ! » et c'est là que nous devrions pousser la confrontation

d'idées. Elles ont 3 objectifs concrets :

*enrichir le programme du FDG,
*dire les mesures d'urgence d'une alternative politique à gauche,

*et préparer les axes qui pourraient être développés localement dans le cadre la campagne des législatives, tout en montrant l'utilité des députés communistes par leur débat et proposition de loi.

Les assemblées citoyennes peuvent être un accélérateur de la mise en mouvement d'un grand nombre de communistes avec nos partenaires dans cette campagne.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

BIGEARD n'a pas sa place aux Invalides !

Une manœuvre politique orchestrée par le ministre de la Défense, dont le passé d'extrême droite est connu, vise à transférer aux Invalides ses cendres. Bigeard présenté comme un héros des temps modernes, un modèle d'abnégation et de courage ! Il fut au contraire un acteur de premier plan des guerres coloniales, un « baroudeur » sans principes, utilisant des méthodes souvent ignobles. En Indochine et Algérie, il a laissé aux peuples, aux patriotes qu'il a combattus, aux prisonniers qu'il a « interrogés », de douloureux souvenirs. Une pétition exige que le gouvernement français renonce à cette initiative historiquement infondée, politiquement dangereuse et humainement scandaleuse.

Chiffres censurés ?

Dans un courrier adressé au ministre de l'Éducation nationale, la FCPE s'inquiète de la « non-publication d'éléments statistiques et d'évaluation du système éducatif ». Elle demande la diffusion de « tous les notes et rapports retenus ». Il mentionne en particulier les notes d'information de la direction de l'évaluation (DEPP) sur les prévisions du nombre d'élèves dans le primaire et le secondaire, les moyens des établissements publics locaux d'enseignement ou les concours d'enseignants. Les bilans précis et chiffrés de la réforme du bac professionnel en trois ans ou de l'assouplissement de la carte scolaire n'ont pas non plus été diffusés.

UFAL contre Chatel

L'Union des Familles Laïques exprime sa très ferme opposition au projet de décret portant sur l'évaluation des professeurs par leur seul chef d'établissement. Jusque-là, l'évaluation est effectuée par leur Inspection, d'une part, et par leur hiérarchie administrative, d'autre part. L'inspection juge de la maîtrise des savoirs ainsi que des qualités pédagogiques, le chef d'établissement, quant à lui, de critères administratifs, comme sa ponctualité ou son assiduité. Le projet expose l'école publique à des dérives préjudiciables à tous. En effet, comment un chef d'établissement, non formé aux savoirs disciplinaires que les professeurs enseignent, peut-il juger de leur capacité à faire progresser les élèves dans des matières dont il ignore le contenu et les méthodes ? Il ne peut prendre en compte, pour cela, que des critères comptables, comme le nombre d'élèves reçus aux examens. Ceci dans un contexte où il peut désormais toucher une prime d'un montant conséquent (6000 euros) qui est fonction des résultats des élèves...

CNL à nouveau reconnue

Le 28 novembre, le secrétaire d'État à la consommation a reconduit, par arrêté, l'agrément de la Confédération Nationale du Logement. Après dix-huit mois de tracasseries administratives, d'initiatives politiques de parlementaires et d'élus locaux et de couverture médiatique, la CNL retrouve ainsi toute sa place dans le mouvement consommériste. Ceci lui permettra donc, entre autres, d'ester en justice à nouveau pour toujours mieux défendre les consommateurs. Si la CNL se félicite de cette reconnaissance, il reste néanmoins en suspens la question de sa subvention 2011 pour continuer d'œuvrer à la défense des consommateurs...

4,5 millions

c'est le nombre de personnes touchées par le chômage, une hausse de 5,2 % en un an

Indre défend son industrie



Le 7 décembre a vu se mobiliser les salariés d'Arcelor Mittal à l'échelle européenne. Ainsi, 40.000 personnes ont défilé dans le centre de Liège, et à Florange (Moselle), où travaillent près de 3.000 salariés, confrontés au chômage partiel, la production a été bloquée. Au centre de recherche de Maizières les Metz, 400 cadres et techniciens ont participé à une AG pour entendre CGT, CFDT, et CGC sur la dégradation pour la sidérurgie en Lorraine. A Indre, les inquiétudes sont les mêmes, avec la mise en place de chômage technique fin 2011, et la Direction informe déjà les syndicats que début 2012 elle va en annoncer la poursuite ! Tout cela sur fond d'abandon de recherche et développement. Oui, nous sommes en droit de nous interroger sur l'avenir de l'industrie dans nos territoires. Pourtant, la situation financière du géant mondial de la sidérurgie est des plus florissantes. En 2010, le chiffre d'affaire du groupe a atteint 78 milliards de dollars, et les bénéfices dépassent **2,6 milliards d'euros sur le seul 1er trimestre 2011** ! La résolution, adoptée le 7 décembre, à l'unanimité du Conseil municipal d'Indre sur initiative du Maire Adjoint Communiste René OYER, décrit bien les enjeux : « Dans le contexte actuel, une seule chose intéresse Mittal, c'est sa marge bénéficiaire. Les déclarations de la direction locale en disent long sur la stratégie. Il y a un sur-stockage de la filière pour anticiper des hausses de matière première. Alors que l'État, à travers ses attaques contre les collectivités territoriales, affaiblit le potentiel communal, il distribue allégrement l'argent public. En 2010, Mittal aurait touché **623,3 millions d'euros**. Et ce sont nos impôts qui financent le chômage partiel de longue durée. L'opération est donc tout bénéfice pour l'entreprise. Le Conseil Municipal indrais ne peut rester indifférent devant une telle situation. Une autre politique s'impose où l'intérêt humain passera avant les magouillages financiers. Les créations de richesses doivent servir les intérêts des populations et non ceux d'une poignée d'affairistes. **Le Conseil Municipal se situe sans réserve avec les salariés, il leur apportera, le moment venu, l'aide appropriée, le soutien actif dans la défense d'un droit élémentaire, le droit au travail pour tous** »

Des privilégiés... au SMIC !

Depuis 30 ans bientôt, les pouvoirs dominants stigmatisent les fonctionnaires « privilégiés ». Pas sur les salaires en tout cas ! Par lettre du 23 novembre, François Sauvadet, ministre de la Fonction publique, prévient les organisations syndicales que sera mise en œuvre pour la paie de décembre 2011 une indemnité différentielle, afin que le minimum perçu par les agents soit équivalent au SMIC. La relance de l'inflation en 2011, supérieure en octobre à 2% par rapport au 1er janvier, entraîne une augmentation automatique du SMIC, qui passe à 1393,82 € bruts (la CGT revendique un SMIC à 1700 euros bruts mensuels), soit l'équivalent de l'indice majoré 301. Tous les agents qui ont un indice inférieur verront leur salaire relevé à ce niveau. 890.000 agents sont concernés, soit près de un sur cinq ! Les fonctionnaires, dont le point d'indice est « gelé » pour 2 ans, sont de plus en plus nombreux au niveau du SMIC ! Ainsi au plus bas de l'échelle, ce sont les 5

premiers échelons, soit 11 ans de carrière, qui sont sous l'indice majoré 301. Et pour l'échelle 4 (recrutement avec concours), ce sont les 4 premiers échelons, soit 8 ans de carrière, qui sont sous le SMIC. Le sommet de la catégorie C, atteint en fin de carrière, n'est plus qu'à 1,38 SMIC. Le début de la catégorie B n'est plus qu'à 1,03 SMIC (alors qu'en 1986, il était supérieur au SMIC de 23 %). Le début de la grille-type des Cadres n'est, lui, qu'à 1,16 SMIC. A ce niveau de rémunération, il est impossible que la Fonction publique soit véritablement attractive, alors que les besoins de services publics de plus en plus qualifiés s'accroissent dans tous les domaines. Aussi, cumulé à l'instauration d'un jour dit de « carence » (sanctionnant l'arrêt maladie) dans la fonction publique, aux suppressions de postes, et à tout ce que subit l'ensemble des salariés du privé comme du public, les raisons étaient nombreuses pour les fonctionnaires d'être dans l'action mardi !



Un contrat social pour le logement

69% des Français jugent insuffisante l'action des pouvoirs publics pour résoudre les difficultés de logement. Aussi, à quelques mois des élections présidentielles et législatives, la Fondation Abbé Pierre appelle à une mobilisation générale pour le logement. Elle vise à établir un « Contrat social pour le logement » sur lequel devront s'engager les candidats à l'élection présidentielle. Pétition pour soutenir ce combat : www.mobilisationlogement2012.com/ 4 engagements sont exigés des candidats à la Présidentielle : **Produire suffisamment de logements accessibles** : Programmer 500 000 logements par an, pen-

dant 5 ans, dont 150 000 logements vraiment sociaux, Imposer des contreparties sociales aux aides publiques, Lutter contre la vacance injustifiée des logements, Libérer des terrains à bâtir à un prix raisonnable. **Réguler les marchés et maîtriser le coût du logement** : Encadrer les loyers, Réguler les prix de l'immobilier, Revaloriser les aides personnelles au logement, Lutter contre la précarité énergétique. **Moins d'injustice et plus de solidarité** : Intervenir massivement contre l'habitat indigne, enrayer les impayés de loyer et prévenir les expulsions locatives, donner une priorité absolue à l'accès au logement

des personnes en difficulté, offrir des solutions dignes d'hébergement et d'accompagnement aux personnes les plus défavorisées. **Construire une ville équitable et durable** : renforcer les obligations de la « loi SRU » en imposant 25 % de logements sociaux, instaurer des « secteurs de mixité urbaine et sociale », sécuriser l'accession à la propriété et recentrer les aides sur les classes modestes et moyennes, corriger les inégalités



entre territoires et mener une politique de la ville ambitieuse. De tels engagements figurent déjà dans le Programme Populaire Partagé, et vont même au-delà, avec la construction de 200 000 logements sociaux par an sur 5 ans, et la création d'un service public national et décentralisé du logement.

Evènements, culture, idées.

5ème Conférence métropolitaine La métropole Nantes Saint-Nazaire dans un monde de flux

La 5^{ème} conférence métropolitaine, intitulée "Le monde n'attend pas - Nantes/Saint-Nazaire : sommes-nous prêts ?", s'est déroulée les 24 et 25 novembre 2011 au Cinéville de Saint-Nazaire.

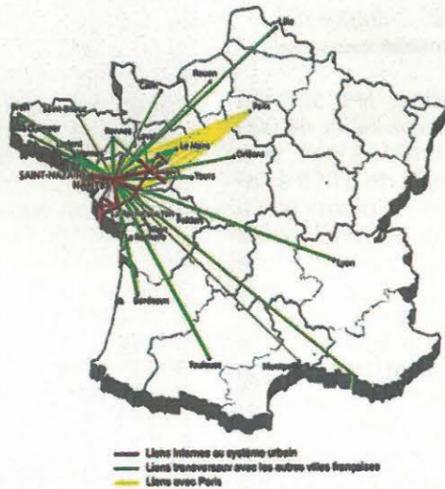
Plus de 10 ans après sa première édition, la Conférence métropolitaine Nantes Saint-Nazaire est revenue à Saint-Nazaire. Moment d'échanges sur les projets de ce territoire entre experts, acteurs de la société civile et élus, cette cinquième édition a surtout été l'occasion d'inviter les collectivités réunies au sein du Syndicat mixte de la métropole Nantes Saint-Nazaire de continuer à travailler ensemble dans le cadre du prochain pôle métropolitain.

• Limites des prospectives

Cette édition 2011 a d'abord traité de la prospective et de la place de Nantes Saint-Nazaire dans un monde de flux. Bascule du monde vers l'Asie, futurs réseaux de transports, nouveau modèle énergétique, exigences environnementales, révolution numérique, migrations vers les littoraux, société de la connaissance, nouvelle donne industrielle, territoires créatifs, réseaux de villes. Le nouveau monde qui émerge sous nos yeux bouleverse les flux historiques sur lesquels la métropole Nantes Saint-Nazaire s'est construite. Toutes les collectivités sont engagées dans des

consultations pour la définition de leur projet respectif à échéance 2020, 2030 ou 2040, s'inscrivant dans les scénarios métropolitains

domaines de l'énergie et du numérique. Il s'agit donc plus d'une prospective du présent, pas à échéance de 2030 ou 2040 qui ne sert à rien.



de la DATAR. Mais, pour **Jean-Loup Molin**, s'appuyant sur son expérience du **Grand Lyon**, « face au délire managérial et faut ralentir la prospective. Elle doit donner envie d'agir en prenant le risque de se tromper. Les scénarios évoqués sont en puissance dans ce qu'on est en train de vivre. Ils mettent en scène des projets différents et doivent susciter la réflexion. Cela pose la question du passage à l'acte avec un enjeu participatif majeur, dans une histoire de continuité prospective de l'action publique, avec interpellation du grand public au quotidien. C'est la fabrique de la ville par le bas, avec irruption d'acteurs économiques nouveaux, par exemple dans les

Face à la crise de la complexité, mieux vaut plutôt comprendre ce qui se passe aujourd'hui par un dispositif pluridisciplinaire de veille ». **« Système de villes »** D'autant que la dynamique d'un territoire est aujourd'hui moins due à son poids qu'à ses liens. Rompant avec l'approche reposant sur les tailles et les distances, la géographe Nadine Cattani, dans une intervention remarquée, a mis en avant l'idée de système urbain, fondée sur les relations entre les villes. Pour elle, « Le constat est que ni la ville, ni la métropole ne sont pertinentes pour penser le développement territorial. Désormais, c'est l'échelle des systèmes urbains qui doit être la brique de base ». Or, le système

urbain de proximité de Nantes est un réseau de seize villes et aires urbaines comptant 1.750.000 habitants, s'étendant d'est en ouest de Saumur à Saint-Nazaire et, du nord au sud, de Châteauaubriant aux Sables-d'Olonne (voir la carte).

• Pôle métropolitain

Dans son intervention finale Jean-Marc Ayrault, président de Nantes Métropole, a surtout plaidé pour la légitimité de la mutation du SCOT en pôle métropolitain. « La question "Le monde n'attend pas: Sommes-nous prêts?", volontairement provocante, nous invite à réfléchir ensemble à la manière dont nous pouvons continuer à anticiper et maîtriser les flux, à nous projeter dans l'avenir. Le pôle métropolitain est justement l'outil qui nous permet de franchir cette nouvelle étape, et de passer de la stratégie à l'action sur des projets partagés ».

On reste frappé par l'écart constaté entre l'importance des enjeux évoqués, contrastant avec la médiocrité de la couverture de cette conférence par la presse locale. Avec la part belle donnée aux experts, et la portion congrue laissée aux élus de base, en regrettant aussi que ces maigres échanges aient été accaparés les adversaires de l'aéroport régional. Il reste encore bien des freins à une dynamique métropolitaine transparente, partagée et équilibrée.

LIRE

Livres utiles en cadeaux...

Nous entrons dans la période où il est agréable de recevoir et aussi de faire des cadeaux. Existe-t-il des cadeaux inutiles ? Pour moi oui. Par exemple ces pistolets et mitraillettes que l'on voit dans de nombreux catalogues de jouets de Noël. Par contre je suis sûr que vous ferez plaisir en offrant l'un de ces deux livres, et, pourquoi pas, les deux.



Le premier peut être lu à partir de 9 ans, il n'est pas interdit aux adultes, je dirais même qu'il est en cette période fortement conseillé ; son titre **Le fantôme de Karl Marx**, écrit par le philosophe des sciences Ronan de Calan et superbement

illustré par Donatien Mary. De valeur d'usage en valeur travail, d'accumulation de marchandises en rapports de production, tous les ingrédients sont là pour comprendre la lutte de classe de façon ludique.

Le deuxième est un chef-d'œuvre de la bande dessinée, **La bête est morte ou la guerre mondiale chez les animaux**, réalisé par Edmond-François Calvo. Commencé sous l'occupation et publié pour la première fois en 1945. Le grand père sous l'apparence d'un écureuil raconte la guerre à ses petits enfants. Hitler est représenté par un loup « pas plus grand que les autres par la taille mais les dépassant tous par la gueule et l'usage qu'il en faisait »...



Jacques Rousseau

Le fantôme de Karl Marx, Edition Les Petits Platons, 2010, 63 p., 13,50 €
La bête est morte, Ed. Gallimard, 2002, 25 €

VOIR...

Critique des médias

Les Nouveaux chiens de garde de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat est un film salutaire qui montre avec force comment les médias dominants, propriété de grands groupes industriels, sont devenus le relais de l'idéologie capitaliste.



A la suite des ouvrages de Pierre Bourdieu (sur la télévision) de Serge Halimi (les nouveaux chiens de gardes) ou encore des reportages de Pierre Carles (pas vu pas pris, Enfin pris) ce film montre comment l'information, l'expertise, est entre les mains d'un petit groupe de pseudos experts inféodés aux capitaines d'industrie possédant l'ensemble des grands médias (presse, internet, télévision, radio).

En salle dès le 11 janvier prochain.

MÉDIAS

Un dictionnaire des séries télévisées

Depuis plus de vingt ans, les séries télévisées constituent une grande part de l'audience des chaînes de télévision, en prime time, elles réalisent aujourd'hui 50 % des meilleures audiences en France, mais aussi du marché DVD dont elles représentent plus de la moitié des ventes. À l'origine conçues pour attirer des annonceurs et fidéliser les téléspectateurs, elles se sont peu à peu émancipées d'un modèle commercial étriqué et répétitif. Avec les DVD, l'explosion du nombre de

chaînes de télévision et le haut débit, une véritable culture de la série télévisée a vu le jour. Certains parlent même de « série-philie » comme on parle de cinéphilie,



preuve d'une évolution esthétique et artistique indéniable. Les séries engendrent une littérature importante : notamment de sites, blogs et revues spécialisées. Pour l'instant, l'édition a surtout proposé des fictions dérivées mais assez peu de dictionnaires, d'anthologies ou

d'essais, tous reposant sur des sélections plus ou moins aléatoires. L'ambition de ce Dictionnaire des séries télévisées est avant tout de répondre à une demande, à une curiosité, et de le faire avec un maximum de rigueur scientifique d'une part, et un vrai commentaire critique d'autre part. Chaque notice présente les informations techniques indispensables (créateur, acteurs, production, diffusion...), une

note entre 0 et 4, un « pitch » de départ dressant les grandes lignes de la série, et l'opinion de l'auteur – toujours personnelle.

Plus de 3 200 entrées traitent de la totalité des séries diffusées en France depuis l'origine de la télévision et de quelques séries étrangères (une trentaine) jamais programmées à la télévision française mais considérées par les auteurs comme particulièrement importantes. A ce corpus s'ajoutent deux cahiers photos thématiques et de nombreuses annexes : liste des récompenses, lexique du genre, bibliographie, index des séries citées, Top 5 de chaque contributeur, dvdthèque idéale, etc.

près de vous

Droit de vote des étrangers !

Le Sénat a examiné la proposition de loi constitutionnelle sur le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers, non communautaires, aux élections municipales. Enfin, après trente ans de débats, cette assemblée va pouvoir se prononcer ! **La représentation nationale a donc pris acte de l'évolution de la société française** qui, de façon constante depuis douze ans, affirme majoritairement son accord avec cette revendication porteuse d'égalité réelle. Les dernières enquêtes, en 2011, indiquent qu'une nette majorité de Français est favorable au vote des étrangers non communautaires aux élections locales au même titre que les étrangers venant d'un pays membre de l'Union européenne (BVA 61% et Harris interactive 59%). Seul le pouvoir exécutif et la droite parlementaire refusent encore de progresser vers un suffrage réellement universel et l'intégration politique des étrangers qui vivent et travaillent en France. Le Sénat, en se prononçant le 8 décembre, souhaite assurer davantage encore ce progrès démocratique.

Transport

Gilles Bontemps, Vice-président de la Région des Pays de la Loire en charge des transports, s'est rendu le 30 Novembre à Barcelone pour participer au Salon biennal BCN Rail de Barcelone qui s'est déroulé du 29 novembre au 2 décembre 2011 : il a rencontré les 6 entreprises des Pays de la Loire présentes sur le stand régional avec Néopolia et a présenté le projet de réouverture de ligne Nantes-Châteaubriant en Tram-train. **Pour Gilles Bontemps, « la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant est un projet d'envergure, unique en France.** La réhabilitation des gares sur l'ensemble de l'axe, ainsi que l'aménagement de Pôles d'Echanges Multimodaux, en collaboration avec l'ensemble des collectivités locales concernées, permettront d'offrir une gamme diversifiée de services aux voyageurs (passage d'un mode de transports à un autre, services à la population...). Nous offrirons ainsi une alternative complète au tout voiture qui facilitera les déplacements, mais aussi la vie quotidienne des habitants».

Un entêtement regrettable !

Europe Ecologie-Les Verts et le Parti socialiste maintiennent leur volonté de présenter un candidat commun face au Député sortant, François Asensi, dans la 11^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis. Cette décision figure dans l'accord électoral que les deux formations ont passé pour les législatives. Dans un communiqué le groupe GDR déclarait que « cet entêtement est regrettable. Cette opération politicienne vise pour EELV, avec l'appui du PS, à gagner des sièges contre le Front de gauche, en contradiction totale avec l'aspiration de toutes celles et tous ceux qui veulent battre la droite en 2012. Les Député-e-s communistes, citoyens, du Parti de Gauche ont exprimé leur désapprobation de ces méthodes, le 22 novembre dernier, lors de la réunion du groupe GDR au sein duquel ils siègent avec les Député-e-s Verts et Ultra-Marins depuis 2007 ».

L'invité

Universités : Engager le bras de fer avec le gouvernement.

L'université de Nantes vient de conclure un cycle d'événements pour célébrer ses 50 ans... Et son conseil d'administration d'avancer un budget en déséquilibre de 4 millions d'euros. **Drôle de cadeau d'anniversaire d'un pouvoir de droite qui se désengage à marche forcée de ses missions de service public,** à l'université comme ailleurs. S'en est suivi une tribune rancunière du recteur d'académie dans Ouest-France, annonçant sans sourciller au terme d'un exercice d'autojustification peu convaincant qu'il s'agirait de maîtriser la masse salariale et que le retour à l'équilibre témoignerait d'une autonomie réussie. Mais la pilule ne passe toujours pas et deux composantes de l'université, l'IUFM et l'IUT ont très majoritairement rejeté les budgets proposés à la baisse dans leurs instances d'administration au terme d'un débat intense.

La vague de réformes hâtives et mal concertées ont impacté l'université en quelques années parmi lesquelles celle sur l'autonomie des universités (LRU) qui dévoile peu à peu ses mécanismes pervers. **Les universités ont été fragilisées de manière très importante.** Comment peut-on aujourd'hui oser demander des efforts nouveaux sur les personnels alors que la France a le taux d'encadrement à l'université le plus bas d'Europe après la Grèce ? Voilà 10 ans que la droite évoque la nécessité réelle de passer le budget de l'enseignement supérieur à 3% du PIB, en réalité, il a sur cette période reculé de 2,23 % du PIB à 2,15 %.

Pire encore est la situation du CNOUS et des CROUS qui subit une nouvelle baisse alors même que les bourses sont cette année versées avec des retards qui jettent des dizaines de milliers d'étudiants dans de graves difficultés.

Elu régional en charge de la vie étudiante et siégeant à ce titre dans plusieurs conseils d'administration c'est tout naturellement que **j'ai joint ma voix à celles et ceux qui n'ont pas approuvé les budgets proposés à l'IUT au CROUS et à l'IUFM.** D'autant que le conseil régional subit lui aussi les choix dramatiques du gouvernement avec 125 millions d'euros de dotations non versées pour période 2011/2014. Dans quelle situation serait aujourd'hui le logement social étudiant sans les 17 millions d'euros investis par le conseil régional ces 5 dernières années ?

Pour les universités il y a urgence : **Il y a plus que jamais besoin d'investissements et d'emplois statutaires supplémentaires dans le supérieur.** La situation à Nantes et dans une dizaine d'autres universités menacées d'être mises sous tutelle des rectorats témoigne de la gravité de la situation mais aussi du bras de fer s'engageant entre Etat et universités. C'est un enjeu majeur pour l'année à venir résumé en quelques mots par la sénatrice communiste Brigitte Gonthier-Maurin qui concluait ainsi l'intervention dans laquelle elle appelait à rejeter le budget 2012 : « Nous sommes certes, avec l'immense majorité des chercheurs, de fervents défenseurs de l'autonomie de la recherche et des universités, mais vis-à-vis des marchés, et donc à l'opposé même de la LRU, qui doit être abandonnée ! »



Aymeric SEASSAU
Conseiller Régional

L'activité

Clisson

Nouveau Collège public

Le mardi 6 décembre Jacques Auxiette (président



du conseil régional) posait la première pierre du futur lycée de Clisson. Etaient présente également une délégation du PCF, constituée de Pedro Maia et de Loïc Chailloux, conseiller municipal à Vallet. La Région a décidé en accord avec l'Etat de créer un nouveau lycée du sud Loire, implanté à Clisson, pour une meilleure répartition de l'offre de formation sur le territoire compte tenu notamment de la forte poussée démographique (+20 % de 1999 à 2015). **Il s'agit pour le nouveau lycée de répondre aux attentes clairement exprimées afin de conforter un pôle secondaire au cœur du Vignoble.** Ce nouvel établissement satisfait aussi une offre de proximité pour l'enseignement général et d'identité spécifique concernant l'enseignement professionnel autour de l'éco-construction. La capacité d'accueil sera de 920 élèves, pour une ouverture en septembre 2013. D'une surface de près de 17 500 m², le coût global de 44,7 M sera financé à 100 % par la Région. La Communauté de communes de la vallée de Clisson et la Ville de Clisson apportent le terrain et viendront compléter la construction du lycée par des aménagements extérieurs (voies routières, parkings) et par la construction d'un gymnase pour lesquels la Région apportera une aide financière.

Trignac

Plan Européen d'Aide aux plus Démunis

Bruno Le Maire, Ministre de l'agriculture français déclarait il y a peu : « L'Europe, c'est la solidarité et l'Europe, c'est l'aide à tous ceux qui sont frappés par la crise. L'Europe, c'est le maintien d'une aide pour ceux qui ne peuvent pas se nourrir correctement chaque jour. » Les élus communistes de Trignac lors de leur dernier conseil municipal se sont particulièrement révoltés de constater que l'UE a envisagé de réduire les moyens attribués au Plan Européen d'Aide aux plus Démunis. C'est la mobilisation des élus progressistes, des associations et des citoyens qui a permis d'obtenir la prolongation du PEAD pendant deux années supplémentaires. Les élus ont ainsi affirmé que « **la récession économique, l'augmentation du chômage et la misère sont incompatibles avec la baisse de 75% des aides européennes** ». En effet l'aggravation du chômage, l'extension de la précarité devraient conduire à augmenter les aides aux associations caritatives qui font un formidable travail sur bien des domaines palliant au désengagement de l'Etat. C'est ainsi que le conseil municipal a souhaité que cette protestation permette de poursuivre l'action du PEAD au-delà des deux années évoquées.



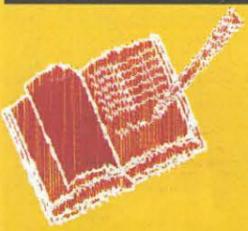
Rezé

Réseau de chaleur

La chaudière à bois, clef de voûte du futur réseau de chaleur desservant 800 logements et plusieurs services publics va s'installer à la Trocardière à Rezé et sera mise en service à l'horizon 2014. **Le groupe communiste s'était exprimé en juin déjà sur l'opportunité d'une telle chaudière bois. Ceux-ci avaient alors attiré l'attention de la municipalité sur l'instabilité des prix des granulés et plaquettes de bois.** Alors que certains avancent l'argument que cette solution serait « la moins soumise aux fluctuations de tarif », les élus s'interrogent. Quid de l'augmentation de la demande et donc des prix. Autres interrogations : les gisements déjà assez bien valorisés aujourd'hui sont susceptibles de provoquer des tensions sur les prix de la matière première et il est à noter l'absence de régulation des tarifs contrairement au fioul ou gaz. Les élus se questionnent aussi sur la qualité et le pouvoir calorifique, ceux-ci sont ils normalisés et garantis ? Ultime questionnement, l'augmentation des prix va faire venir sur le marché des recoins qui n'hésiteront pas à vendre n'importe quoi (déchets de bois laqué, ajout de petites doses de plastiques). La filière semi publique bois énergie de Loire-Atlantique est-elle alors capable d'empêcher ces dérapages dangereux pour la santé ? **L'argument écologique parfois séduisant, démontre là encore qu'il n'est pas suffisant** et que toute la vigilance de nos élus s'avérera nécessaire pour faire des choix responsables, utiles à tous dans le respect des citoyens et de leur environnement.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Pays de Retz

Mardi 13 décembre :
Assemblée citoyenne, salle de la mairie annexe de la birochère à 20H00 à Pornic.

Loire et Sèvre

Mercredi 14 décembre :
Assemblée citoyenne du Front de gauche, espace beaoutour de Vertou à 20H30.

Brière

Vendredi 16 décembre :
Assemblée citoyenne du Front de gauche au centre Georges Brassens de St Joachim à 18H30.

Fédération

Judi 22 décembre :
Vente de Vins et d'Huîtres de 10H00 à 12H00 à la fédération.

Banquet de la section de Nantes

Le vendredi 9 décembre, près de 100 personnes se sont retrouvées pour le traditionnel banquet organisé par la section de Nantes du Parti communiste français. Moment de lien et de convivialité qui permet à la veille des fêtes de fin d'année de se retrouver autour d'un repas élaboré par les militant(e)s, le banquet est aussi bien évidemment un temps politique important. Jérôme TURMEAU, Secrétaire de la section a rappelé, lors de son intervention, la gravité de la situation politique, économique, sociale et le besoin d'ouvrir d'autres perspectives politiques pour la France, l'Europe et le monde. **La mobilisation des communistes pour les campagnes de 2012 du Front de gauche sera déterminante pour faire évoluer le rapport de force dans l'échiquier politique national. Les candidat(e)s nantais aux législatives présents pour cette soirée y contribueront.** Rassembler pour faire autre chose, pour mettre l'humain au cœur des orientations politiques de la gauche, tel est le sens du programme populaire partagé sur lequel les communistes et les forces du Front de gauche se sont engagés à populariser, mettre en débat et enrichir.



L'Humanité

Une grande campagne d'abonnement à l'Humanité dimanche va être lancée au mois de janvier. Cet **outil politique indispensable au débat public** sera un élément important dans les campagnes du Front de gauche pour les échéances électorales de 2012 comme il a pu l'être au moment du Traité constitutionnel de 2005. Quotidien de la transformation sociale qui porte d'autres analyses et d'autres propositions que la plupart des autres médias, l'Humanité prend position pour le mouvement social, les salarié(e)s en lutte et le dépassement du capitalisme. Le militant du Parti communiste et des autres organisations du Front de gauche peuvent lors des initiatives de campagne utiliser l'Humanité dimanche comme outil informationnel, de réflexion et de propositions par exemple en les commandant auprès des comités de diffusion de l'Humanité (CDH) ou en kiosque. **« A chaque militant son abonnement à l'Humanité ! »** pour convaincre qu'un autre monde est possible et que le pouvoir des marchés financiers peut être renversé par le pouvoir du peuple. Pour s'abonner à l'Humanité et l'Humanité dimanche : 01 55 84 40 30.

Banquet départemental

La date du banquet départemental 2012 est fixée ! Cette année il se déroulera le :

Vendredi 10 février à partir de 19h

N'oublions pas de marquer ce rendez-vous dans les agendas.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin DELACROIX
André MAURICE



Vite lu...

Bibliothèque Paul Eluard

La bibliothèque Paul Eluard vous propose de voir l'exposition :

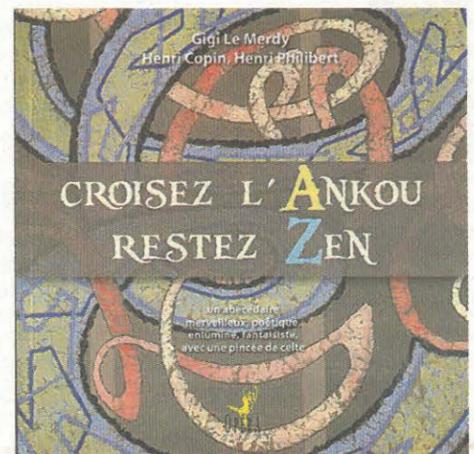
« Croisez l'Ankou restez Zen »

Cette superbe et fascinante exposition est l'œuvre de Gigi LE MERDY qui œuvre tout son talent dans des formes foisonnantes de l'art celte contemporain, enrichie d'un somptueux abécédaire écrit et illustré par 3 mains : Henri PHILIBERT et Henri COPIN y joignent leur propre talent à celui de Gigi LE MERDY.

EXPOSITION

**Du 5 décembre 2011
au 29 janvier 2012**

Bibliothèque Paul Eluard, 32 avenue des Plantes à St Herblain



L'austérité dans le marbre

Les dirigeants européens se sont réunis à Bruxelles pour un énième sommet de la dernière chance.

Répondant aux injonctions des marchés, Sarkozy et Merkel en profitent pour renforcer l'austérité et l'inscrire dans les traités. Désormais, les budgets nationaux seront soumis au contrôle des instances européennes. On impose la règle d'or et on empêche par la même occasion toute autre politique économique qui serait basée sur des investissements dans les services publics. La seule politique qui vaille pour eux, c'est celle du pacte Euro Plus, concocté au printemps dernier : austérité à tous les étages et casse des services publics et du droit du travail (avec une baisse des salaires) pour accroître toujours plus leurs profits. Nous assistons à un véritable **coup**

de force anti-démocratique. Pour cela, nos dirigeants jouent la carte de la peur comme en 2005 : surtout pas de débat et encore moins d'opposition à leurs projets, sinon tout va s'effondrer. Pourtant, ce sont leurs logiques libérales inscrites dans les traités, notamment celle du traité de Lisbonne que Sarkozy a imposé en 2007 par un viol de la démocratie pour passer au dessus du verdict des urnes de 2005, qui nous ont conduits à cette situation ! Pire, l'austérité imposée à la Grèce ou à l'Irlande a renforcé la récession ! C'est donc injuste socialement et inefficace économiquement ! Jouant sur des prétendues dissensions entre le couple franco-allemand et les autres dirigeants euro-

péens (notamment britanniques), ils nous font croire qu'il y a un semblant de débat. Pourtant, avec ce nouveau traité, nos dirigeants tombent les masques : **le modèle social allemand fait de précarité pour les travailleurs et pour le plus grand bonheur des patrons doit devenir la norme.** Plus que jamais, les luttes nationales doivent converger pour instaurer d'autres logiques au service des peuples. Des nouvelles institutions doivent être fondées pour orienter l'argent au service des besoins humains et développer la coopération entre États où les citoyens seront au cœur des choix. Nous ne serons pas une génération sacrifiée, nous sommes la génération Révolution !